



## Quel rôle de l'UE dans le dossier du nucléaire iranien ?

Alors que l'Union européenne est le principal partenaire économique de l'Iran, elle semble mal en point à la table diplomatique. Quid de son rôle ? Un durcissement des sanctions peut-il avoir le moindre effet ? La communauté internationale peut-elle accepter un Iran nucléaire ? Dans le cadre du rendez-vous géopolitique bimestriel avec l'IRIS organisé à la Maison de l'Europe de Paris, **Fabio Liberti**, chercheur à l'IRIS et responsable des questions européennes, a animé un débat réunissant **Thierry Coville**, chercheur-associé à l'IRIS et professeur à l'école Negocia-Advancia, et **Bernard Hourcade**, directeur de recherche au CNRS, membre de l'unité mixte de recherche « Mondes iranien et indien ». Compte-rendu de la séance du 9 décembre 2009.

**Fabio Liberti** a ouvert les travaux en notant que les relations compliquées avec l'Iran sont au centre de l'actualité depuis quelques années. On a commencé à parler de l'Iran en 1979, lors de la révolution, puis pendant la guerre Iran-Irak, et enfin avec le développement du programme nucléaire iranien et les élections contestées du 12 juin 2009 qui ont vu la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

Le modérateur du débat a rappelé quelques faits. L'Iran est le deuxième exportateur mondial d'hydrocarbures et possède les deuxièmes réserves mondiales prouvées de gaz naturel. Le pays se situe sur la route stratégique d'approvisionnement énergétique entre la mer Caspienne et l'Occident. Le régime politique est très particulier, caractérisé par « une espèce de fusion » entre des éléments de théocratie et une société civile active.

L'Iran est un pays largement méconnu, qui s'est fermé ces dernières années de par ses relations complexes avec les Etats-Unis.

Quel rôle l'Union européenne, premier partenaire commercial de l'Iran, peut-elle jouer ? Les trois pays de la « troïka » - la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni – sont chargés des négociations sur le dossier nucléaire iranien. Mais on a l'impression, comme pour d'autres dossiers, que l'Union européenne a un poids politique en deçà de ses potentialités.

**Thierry Coville** a souligné que le dialogue entre l'Union européenne et l'Iran était rompu dans tous les domaines à cause de l'affaire du nucléaire. Cette situation n'empêche pas le site de la Commission européenne d'écrire que « *les relations sont dégradées depuis 2006 du fait de la situation à l'intérieur du pays et de l'attitude des autorités iraniennes à l'égard de l'Europe et de la communauté internationale.* »

Si l'UE reste un partenaire commercial essentiel de l'Iran, il faut savoir que sa part de marché a considérablement reculé depuis 2004, passant de 43% à 27%. Le deuxième partenaire commercial de l'Iran est la Chine avec 13,6%, suivie des Emirats Arabes Unis, de la Corée et de la Russie.

Pourquoi l'Iran n'a-t-il pas répondu positivement à l'accord sur le nucléaire pour un enrichissement de son stock d'uranium en Russie et en France, alors qu'il acceptait cette offre en octobre ?

Le représentant du Guide suprême Ali Khamenei avait dit « oui » en raison de la situation interne très conflictuelle de l'Iran. Cet accord a été critiqué par les réformateurs mais surtout par les plus radicaux, estimant que l'Iran mettait sa sécurité en danger en donnant tout son stock d'uranium faiblement enrichi à l'étranger sans en garder une partie.

Actuellement, on assiste à une grave crise en Iran, suite aux résultats truqués des élections présidentielles. La presse iranienne évoque une révolution « soft », suivant en cela la ligne officielle et se référant ainsi aux situations passées en Ukraine, en Géorgie ou en URSS.

Plus la répression se renforce, plus l'opposition se radicalise et maintenant le guide est ouvertement critiqué dans la rue.

## **Blocage politique**

Face à cette situation, le régime est divisé ; les réformateurs Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi ne sont d'ailleurs toujours pas arrêtés même si leur capacité d'action est limitée. De plus en plus de religieux se désolidarisent du régime, comme cet ayatollah qui relève que « *les propos religieux doivent être tenus dans les écoles religieuses et non pas dans les tribunes politiques* ». C'est un signe de la gravité de la situation.

Il y a un réel blocage politique. La ligne dure est la suivante : suite aux manifestations du 8 décembre, on est face à une révolution *soft* menée sous l'influence de puissances étrangères et la répression s'impose.

Or, à la différence des révolutions *soft* liées à la chute du Mur de Berlin, il n'y a d'opposition organisée en Iran. Le mouvement de protestation n'a pas de tête politique.

La réalité du pouvoir appartient au guide, qui est maintenant en première ligne face à la rue.

Il convient de se rappeler que ce n'est qu'à la demande de Khamenei que le président Ahmadinejad a reçu le vote de confiance du Parlement. Uniques soutiens du régime, les Pasdarans montent en puissance et en profitent politiquement et économiquement. Utilisés par le régime, les Pasdarans et les Bassidjis, originaires de milieux défavorisés, sont animés par un sentiment de revanche de classe.

Ces événements interviennent dans un climat économique difficile. La crise financière mondiale a touché aussi l'Iran avec l'effondrement du prix du pétrole. Depuis fin 2008, l'activité économique en Iran a ralenti significativement. Le marché immobilier s'est effondré, les autorisations de projets industriels chutent. La bourse de Téhéran recule et l'inflation serait passée de 23,9% en 2008 à 13% sur les sept premiers mois de 2009 et le déficit budgétaire avoisine les 10% du PIB en 2009 (ce sont là des chiffres officiels à considérer avec prudence) Les banques sont dans une situation critique car le président Ahmadinejad a mené une politique populiste d'octroi de crédits pour les logements. Environ un tiers des crédits des banques serait d'origine douteuse.

La politique économique se caractérise notamment par des fausses privatisations. Les entreprises publiques sont vendues à des entreprises quasi-publiques et notamment aux Pasdarans et aux Bassidjis qui les rachètent pas l'intermédiaire de sociétés-écrans. Ils viennent d'ailleurs de racheter la plus grosse compagnie de télécommunications iranienne.

Un plan du gouvernement fait actuellement énormément de bruit en Iran. Face au recul des recettes pétrolières, le gouvernement prévoit en effet de diminuer toutes les subventions sur l'eau, le gaz, l'électricité, l'essence... Le président Ahmadinejad souhaiterait utiliser ces ressources pour les redistribuer directement aux classes défavorisées. Ce projet est en discussion au Parlement, qui redoute le choc inflationniste et un possible clientélisme.

En raison de la hausse du prix du pétrole, les réserves en devises restent importantes et représentent l'équivalent d'environ onze mois d'importations (60 milliards de dollars de réserves de devises).

Le taux de chômage, qui avoisine les 10% officiellement, s'élève, toujours selon les chiffres officiels, à près de 20% pour les jeunes entre 15 et 29 ans, contraints pour la plupart d'accepter des petits boulots sans rapport avec leurs qualifications. Cet environnement économique dégradé joue sur le climat politique.

Les révolutions politiques en cours ne sont pas sans lien avec la crise du nucléaire. La politique de sanctions défendue désormais par l'UE, dans la mesure où l'Iran refuse de coopérer, sera-t-elle plus efficace que les négociations actuelles ? N'est-elle pas contre-productive ?

Tout d'abord, on sait que la Chine s'oppose aux sanctions et que la Russie ne plaide pas en leur faveur. On sait également que l'économie iranienne dépend de l'évolution du cours du pétrole et que des circuits d'approvisionnements parallèles fonctionnent depuis trente ans. Par conséquent, l'économie va continuer à fonctionner même si la vie sera plus difficile à cause des sanctions. La classe moyenne sera durement touchée.

Les sanctions risquent de radicaliser la situation et de donner plus d'arguments aux durs du régime iranien qui souhaitent l'isolement. Est-ce vraiment ce que veut l'Union européenne ? A-t-on fait un véritable examen de l'efficacité de ces sanctions ? La solution est-elle de faire tomber le régime dans l'isolement et l'ultranationalisme ?

Si on met en place des sanctions, on créera d'autres risques, a insisté Thierry Coville. Le régime peut continuer à résister et, dans quelques mois, on dira que les sanctions ne fonctionnent pas. Il ne nous restera alors plus que la guerre.

Début décembre, le *Wall Street Journal* titrait qu'Obama ne tenait pas assez les opposants iraniens et, sur l'autre page, était écrit qu'il fallait plus de sanctions ou attaquer l'Iran. En Europe, on n'est plus très loin de ce calcul !

Ce serait pourtant le rôle de l'Union européenne d'examiner toutes les solutions possibles pour résoudre cette crise avant de se lancer dans des politiques dangereuses et inefficaces. La Turquie s'est, par exemple, manifestée depuis un certain temps pour résoudre la crise. L'Union européenne ne devrait-elle pas s'appuyer davantage sur la Turquie pour régler cette crise ?

## **Etats-Unis et UE : la mésentente**

**Bernard Hourcade** pense qu'on est actuellement dans une impasse. Quand, à la fin de la guerre Iran-Irak, l'Union Soviétique s'effondre, l'Ayatollah Khomeini meurt. A ce moment-là, tout était prêt pour que l'Iran et les Etats-Unis renouent le dialogue. Mais Georges Bush père va laisser les Kurdes et les chiites irakiens se révolter et se faire massacrer. L'objectif était de faire un double *containment* à la fois contre l'Irak et l'Iran, les deux pays étant vus comme des « Etats voyous ».

L'Europe n'a pas suivi cette politique. Elle concédait, certes, que ces pays étaient des « Etats voyous » mais elle a entamé un dialogue critique avec l'Iran, à l'occasion du Sommet européen d'Edinbourg en décembre 1992.

Pour les Etats-Unis, à l'époque, il n'est pas question du nucléaire. L'idée est que la République islamique est illégitime, élection ou pas élection, et que le fils du Shah est le souverain légitime. Il faut donc un changement de régime. Cette politique va se renforcer ensuite avec l'arrivée au pouvoir des néo conservateurs américains qui considèrent qu'il faut exporter la démocratie partout dans le monde, y compris en faisant la guerre.

Fondamentalement, les deux philosophies américaine et européenne s'affrontent. L'Union poursuit un dialogue critique non sans difficultés. L'Iran est le seul pays auquel l'Europe parle d'une seule voix. A Téhéran, les ambassadeurs des pays de l'UE se réunissent toutes les semaines pour savoir comment réagir collectivement.

Cette méthode a été très positive malgré des hauts et des bas. Au moment de la chute du régime de Saddam Hussein, en Irak, les ministres des Affaires étrangères de la Troïka européenne – de Villepin, Straw et Fischer - se rendent à Téhéran au printemps 2003 et rencontrent les responsables du Conseil national de sécurité iranien. Ils obtiennent la plus grande victoire diplomatique de l'Europe en Iran. Pour la première fois, ce pays accepte un accord sur le nucléaire.

A l'époque l'Iran n'a pas une seule centrifugeuse, pas un microgramme d'uranium enrichi et rentre dans la discussion commerciale grâce à un accord privilégié avec l'Union Européenne. L'Iran offre des garanties, le nucléaire n'est qu'un élément symbolique pour éviter une crise.

Cette victoire exceptionnelle des Européens de la troïka en est une aussi pour l'Iran, reconnu comme un pays ayant le droit d'avoir une politique nucléaire normale encadrée par l'AIEA, l'Agence internationale de l'énergie atomique. C'est une solution gagnante.

Les ministres européens se rendent alors à Washington. Les Américains répondent que leur but n'est pas de traiter la question nucléaire mais de changer le régime iranien. Le nucléaire est une excellente chose. En Irak, il n'y avait pas d'armes de destruction massive mais en Iran, s'il y en avait, ce serait parfait pour justifier un bombardement et l'écrasement du régime.

Les Iraniens ne voyant rien venir, Mohammad Khatami signe son dernier décret pour ordonner l'enrichissement de l'uranium juste avant l'accession au pouvoir d'Ahmadinejad. Les Européens n'ont rien pu faire sans l'accord des Etats-Unis. Or l'Iran est un pays qui, quel que soit son gouvernement dans l'avenir, aura la capacité de fabriquer une bombe atomique. Ce n'est qu'une question de temps comme pour le Brésil ou l'Afrique du Sud.

Cette situation résulte d'une mésentente entre Etats-Unis et Union européenne sur ce qu'on cherche en Iran. Doit-on renverser le régime ou tisser un réseau de relations pour que ce pays entretienne des relations amicales, économiques, politiques avec le reste du monde ?

### **Pour une stratégie de dialogue**

L'élection du président Sarkozy, en 2007, a changé les choses. La France est passée d'une politique gaullienne à une politique plus atlantiste comme l'illustre sa réintégration dans l'OTAN.

Entre temps, les Etats-Unis ont opéré un changement radical d'orientation politique. Les rôles ont été inversés et, aujourd'hui, c'est la France qui se prononce pour un changement de régime en menaçant le pays de représailles si cela ne se produit pas.

L'Etat iranien se satisfaisait de la politique de Bush qui permettait de « bunkeriser » le système et de justifier la répression. Ahmadinejad et Bush étaient deux frères jumeaux dans le sens où l'un faisait exactement ce que l'autre attendait de lui.

Obama a cassé les règles du jeu avec son discours du Nouvel an en disant « *je n'interviens pas dans la politique iranienne et je respecte la politique islamique d'Iran* ». Ce faisant, il a détruit le principal pilier de la République islamique qui est l'opposition aux Etats-Unis.

Personne ne sait plus comment agir alors que depuis trente ans tout était défini. C'est comme si Israël décrétait du jour au lendemain qu'il pourrait s'entendre avec l'Iran ! Ahmadinejad n'est pas capable d'ouverture, comme a pu le faire Khatami par le passé, car il n'a pas vraiment le pouvoir. Les plus conservateurs ont peur de la main tendue, de l'agression culturelle occidentale, à l'instar de l'actuel président de la Cour suprême iranienne selon lequel « *l'agression culturelle occidentale est plus dangereuse qu'une agression militaire* ».

Dans ce contexte, quel peut être le rôle de l'Union européenne ? Elle a perdu un peu de son âme au moment où elle se dote, avec le Traité de Lisbonne, d'un président du Conseil européen stable et d'un ministre des Affaires étrangères<sup>1</sup>. L'administration Obama fait ce

---

<sup>1</sup> Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité commune.

qu'elle peut mais a pour alliés, en Europe, des partenaires qui ne la soutiennent pas dans sa nouvelle orientation. L'Europe avait l'occasion d'être un acteur capable de proposer une politique commune, mais elle a raté cela et pris à contre-pied la politique américaine actuelle. Or reprendre la stratégie de dialogue, chère à la construction européenne depuis la réconciliation franco-allemande, est la seule façon, selon Bernard Hourcade, d'avoir un Iran intégré dans la communauté internationale.

*(Compte-rendu : Caroline Popovici, étudiante, IRIS, décembre 2009).*

